

COUR ADMINISTRATIVE

**Numéro 22908C du rôle
Inscrit le 4 mai 2007**

AUDIENCE PUBLIQUE DU 25 SEPTEMBRE 2007

**Recours formé par la société ..., ...
contre un bulletin d'établissement de la valeur unitaire de la fortune
d'exploitation émis par le bureau d'imposition Sociétés 6
en matière d'impôt sur la fortune
- Appel -
(jugement entrepris du 26 mars 2007, n° 21936 du rôle)**

Vu l'acte d'appel déposé au greffe de la Cour administrative le 4 mai 2007 par Maître Jean-Pierre WINANDY en nom et pour compte de la société anonyme ..., ayant son siège social à, immatriculée au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro ..., contre un jugement rendu en matière d'impôt sur la fortune par le tribunal administratif en date du 26 mars 2007, à la requête de l'actuelle appelante tendant à la réformation, sinon à l'annulation d'un bulletin d'établissement de la valeur unitaire de la fortune d'exploitation au 1^{er} janvier 2002 émis le 23 février 2005 par le bureau d'imposition Sociétés 6 ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 4 juin 2007 par M. le délégué du gouvernement Jean-Marie Klein ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative par Maître Jean-Pierre WINANDY le 8 juin 2007 en nom et pour compte de la partie appelante ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le conseiller rapporteur entendu en son rapport et Maître Jean-Pierre WINANDY, ainsi que M. le délégué du gouvernement Jean-Marie Klein en leurs plaidoiries respectives.

Le 10 juin 2003, la société anonyme ..., ayant son siège social à ..., immatriculée au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro ..., ci-après désignée par la « société ... », fit parvenir au bureau d'imposition compétent sa déclaration pour l'impôt sur le revenu des collectivités et l'impôt commercial communal pour l'exercice 2002 clôturant au 28 février 2002, de même que sa déclaration de fortune au 1^{er} janvier 2002, indiquant une valeur

unitaire – sur base des comptes annuels au 28 février 2002 – d’un montant négatif de - 15.849.425.- €.

Le 23 février 2005, le bureau d’imposition Sociétés 6 adressa à la société ... un bulletin d’établissement de la valeur unitaire de la fortune d’exploitation au 1^{er} janvier 2002 portant fixation de sa fortune nette à un montant positif de 93.097.750.- € en se fondant sur les chiffres du bilan fiscal au 28 février 2001.

Le 22 décembre 2005, la société ... fit parvenir au directeur de l’administration des Contributions directes, ci-après dénommé le directeur, une réclamation à l’encontre de ce bulletin d’établissement de la valeur unitaire de la fortune d’exploitation.

Sa réclamation auprès du directeur de l’administration des Contributions directes étant restée sans réponse, la société ... saisit, le 14 septembre 2006, le tribunal administratif d’un recours contentieux tendant à la réformation, sinon à l’annulation dudit bulletin d’établissement.

Par jugement du 26 mars 2007, le tribunal administratif a déclaré irrecevable le recours subsidiaire en annulation et a rejeté le recours principal en réformation pour manque de fondement.

Le tribunal a en premier lieu rejeté le moyen d’annulation formulé par la demanderesse basé sur le prétendu non-respect des dispositions du § 205 (3) de la loi générale sur les impôts du 22 mai 1931, dite « *Abgabenordnung* », ci-après désignée par « *AO* », pris ensemble avec le paragraphe 204 (1) *AO* et tiré de ce que le bureau d’imposition, en fixant la valeur unitaire au 1^{er} janvier 2002 sur la base des comptes arrêtés au 28 février 2001, aurait manqué à son obligation d’informer au préalable le contribuable concerné.

Dans ce contexte, les premiers juges ont retenu que le point litigieux en l’occurrence, qui a trait à la fixation de la date de référence à prendre en compte pour procéder à l’évaluation de la fortune de la société ..., s’analyserait en une question de droit relevant de la compétence du bureau d’imposition, sans que le contribuable ne puisse exiger être informé et entendu préalablement à l’établissement du bulletin d’imposition.

Les premiers juges ont encore décidé que le bureau d’imposition compétent s’était à juste titre basé sur la date du 28 février 2001, dès lors que la société ... a clôturé pour les exercices d’imposition 2001 et 2002 ses comptes au 28 février 2001 et au 28 février 2002 et non pas au 31 décembre desdites années et qu’elle a soumis les bilans clôturés respectivement au 28 février 2001 et 2002 au bureau d’imposition, c’est-à-dire qu’elle s’était placée volontairement dans le cadre dérogatoire régi par le § 63 (3) de la loi modifiée du 16 octobre 1934, communément appelée « *Bewertungsgesetz* », désignée ci-après par « *BewG* ».

Par requête déposée au greffe de la Cour administrative le 4 mai 2007, Maître Jean-Pierre WINANDY, agissant en nom et pour compte de la société ..., a relevé appel du susdit jugement.

L’appel est limité aux dispositions du jugement « *qui considèrent que l’administration puisse, sans informer le contribuable, dévier de façon substantielle de la déclaration faite par ce dernier et sans lui donner l’occasion de prendre l’option du choix de la date* ».

L'appelante, à travers son acte d'appel, ensemble son mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 8 juin 2007, fait soutenir qu'il y aurait une divergence évidente entre sa déclaration d'impôt et l'imposition et elle reproche au bureau d'imposition d'avoir émis le bulletin sans, au préalable, l'en informer pour ainsi lui permettre d'exercer l'option lui accordée par la loi fiscale.

Ainsi, ce serait l'administration qui aurait confondu les qualités de demandeur et d'approbateur et exercé une faculté que la loi reconnaît au contribuable au sujet de la date qui est d'application pour déterminer la valeur unitaire, c'est-à-dire celle du 31 décembre (fin de l'année de calendrier) ou celle de la clôture de l'année sociale.

L'appelante estime que le raisonnement des premiers juges serait erroné, au motif que ce ne serait pas parce que le contribuable a opté pour la fixation de la valeur unitaire à la date du 28 février 2002 qu'on peut en conclure qu'il conclurait nécessairement pour la date du 28 février 2001 et le fait qu'il n'y ait pas eu « consentement certain et non vicié » dans son chef de ce faire serait prouvé par le fait qu'elle a entamé une procédure judiciaire.

Enfin, admettant avoir commis des « erreurs », elle soutient que la sanction de telles erreurs ne saurait être l'exercice d'une « *option par l'administration dans l'intérêt de cette même administration* ».

Dans son mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 4 juin 2007, le délégué du gouvernement conclut au rejet de l'appel.

Il relève que la société ... a clôturé ses comptes pour 2001 et 2002 respectivement au 28 février 2001 et au 28 février 2002 et qu'elle aurait produit ces bilans et déclaré sa fortune d'exploitation au 1^{er} janvier 2002 sur la base du bilan au 28 février 2002 et il soutient que le tribunal aurait pu dégager des circonstances de la cause qu'elle a entendu déroger à la règle du §63 alinéa 2 BewG, étant précisé que pareille demande de dérogation n'aurait pas besoin d'être explicite et pourrait résulter du fait que le contribuable, ayant opté pour un exercice divergent, n'a pas établi de bilan spécial pour la fin de l'année civile, mais a déclaré sa fortune à la date de clôture de ses exercices divergents.

L'appel est recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

L'appelante étant claire à faire soutenir, à travers son mémoire en réplique, ne pas avoir « *ni explicitement ni implicitement pris position sur la question de savoir si l'exercice de l'option est ou non une question de droit ou de fait* », elle limite le débat sur la question de savoir si les premiers juges n'ont pas erronément cautionné le fait que le bureau d'imposition a exercé un choix entre deux options qui étaient ouvertes au seul contribuable, alors qu'il aurait convenu de sanctionner une approche du bureau d'imposition consistant à se substituer au contribuable et d'exercer un choix qui lui est préjudiciable.

L'argumentation de l'appelante est ainsi agencée autour du reproche que le bureau se serait en quelque sorte substitué à elle pour opter pour un régime qui est favorable à l'Etat, mais défavorable pour elle-même.

Or, ce reproche ne saurait être admis, pour ne pas résister à l'examen des circonstances factuelles de la cause.

En effet, force est de rejoindre les premiers juges en leur constat que la société ... avait décidé d'établir - pour les exercices d'imposition 2001 et 2002 - des comptes clôturant non pas au 31 décembre, mais respectivement au 28 février 2001 et au 28 février 2002 et qu'elle a également communiqué ces comptes au bureau d'imposition.

Or, clôturant ses comptes à une autre date que celle correspondant à la fin de l'année du calendrier, c'est-à-dire au 31 décembre, et communiquant ces comptes au bureau d'imposition, la société ... a créé un contexte circonstanciel laissant apparaître une option claire et délibérée de se placer non pas dans le cadre du droit commun gouverné par le § 63 (2) BewG (« (2) Für Betriebe, die regelmäßig jährliche Abschlüsse auf den Schluss des Kalenderjahrs machen, ist dieser Abschlusstag zugrunde zu legen »), mais dans celui exceptionnel prévu par le § 63 (3) BewG (« (3) Für Betriebe, die regelmäßig jährliche Abschlüsse auf einen anderen Tag machen, kann auf Antrag zugelassen werden, dass der Schluss des Wirtschaftsjahrs zugrunde gelegt wird, das dem Feststellungszeitpunkt vorangeht. An den Antrag bleibt der Betrieb auch für künftige Feststellungen der Einheitswerte insofern gebunden, als stets der Schluss des letzten regelmäßigen Wirtschaftsjahrs zugrunde zu legen ist »).

Le bureau n'est dès lors point critiquable d'avoir dégagé les conséquences de droit découlant de la manifestation de volonté apparente de la société..., transperçant de sa déclaration et des pièces y jointes. N'ayant pas mesuré les conséquences de ses actes et déclarations, l'appelante ne saurait imputer le résultat éventuellement désavantageux qu'à elle-même, mais elle ne saurait pas prétendre à ce que l'administration soit tenue de discuter les apparences claires se dégageant de sa déclaration et des pièces y jointes.

L'appel n'étant pas fondé, le jugement entrepris est à confirmer.

Par ces motifs,

la Cour statuant à l'égard de toutes les parties,

reçoit l'appel du 4 mai 2007,

dit l'appel non fondé et en déboute,

partant **confirme** le jugement entrepris du 26 mars 2007,

condamne l'appelante aux frais de l'instance.

Ainsi jugé par :

Jean-Mathias Goerens, vice-président,
Marc Feyereisen, conseiller,
Henri Campill, conseiller rapporteur,

et lu par le vice-président Jean-Mathias Goerens en l'audience publique au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête en présence du greffier de la Cour Anne-Marie Wiltzius.

le greffier

le vice-président

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 25 septembre 2007
Le greffier de la Cour administrative